

## Cadre juridique global

La présente annexe reprend les autres instruments juridiques applicables en Belgique à l'exécution des peines et mesures privatives de liberté et au transfèrement interétatique des personnes détenues.

### Conseil de l'Europe

- Convention du 28 mai 1970 sur la valeur internationale des jugements répressifs

<b>Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs du 28 mai 1970</b>	
Etats membres du Conseil de l'Europe	Etats non membres du Conseil de l'Europe
Albanie	/
Autriche	
Belgique	
Bulgarie	
Chypre	
Danemark	
Espagne	
Estonie	
Géorgie	
Islande	
Lettonie	
Lituanie	
Moldova	
Monténégro	
Norvège	
Pays-Bas	
Roumanie	
Saint-Marin	
Serbie	
Suède	
Turquie	
Ukraine	

- Convention du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées (Loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement interétatique des personnes condamnées, la reprise et le transfert de la surveillance de personnes condamnées sous condition ou libérées sous condition ainsi que la reprise et le transfert de l'exécution de peines et de mesures privatives de liberté)

<b>Convention sur le transfèrement des personnes condamnée du 21 mars 1983 (transfèrement volontaire)</b>	
Etats membres du Conseil de l'Europe	Etats non membres du Conseil de l'Europe
Albanie	Australie
Allemagne*	Bahamas

Andorre	Bolivie
Arménie	Canada
Autriche*	Chili
Azerbaïdjan	Corée
Belgique*	Costa Rica
Bosnie-Herzégovine	Equateur
Bulgarie*	Etats-Unis d'Amérique
Chypre*	Honduras
Croatie	Israël
Danemark*	Japon
Espagne*	Maurice
Estonie*	Mexique
Finlande*	Panama
France*	Philippines
Géorgie	Tonga
Grèce*	Trinité et Tobago
Hongrie*	Vénézuéla
Irlande*	
Islande	
Italie*	
Lettonie*	
L'ex-République yougoslave de Macédoine	
Liechtenstein	
Lituanie*	
Luxembourg*	
Malte*	
Moldova	
Monaco	
Monténégro	
Norvège	
Pays-Bas*	
Pologne*	
Portugal*	
République tchèque*	
Roumanie*	
Royaume-Uni*	
Russie	
Saint-Marin	
Serbie	
Slovaquie*	
Slovénie*	
Suède*	
Suisse	
Turquie	
Ukraine	

- Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, fait à Strasbourg le 18 décembre 1997 (Loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement interétatique des personnes condamnées, la reprise et le transfert de la surveillance de personnes condamnées sous condition ou libérées sous condition ainsi que la reprise et le transfert de l'exécution de peines et de mesures privatives de liberté)

<b>Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées du 18 décembre 1997 (Transfèrement forcé)</b>
<b>Etats membres du Conseil de l'Europe</b>
Allemagne*
Autriche*
Belgique*
Bulgarie*
Chypre*
Croatie
Danemark*
Estonie*
Finlande*
France*
Géorgie
Grèce*
Hongrie*
Irlande*
Islande
Lettonie*
L'ex-République yougoslave de Macédoine
Liechtenstein
Lituanie*
Luxembourg*
Malte*
Moldova
Monténégro
Norvège
Pays-Bas*
Pologne*
République tchèque*
Roumanie*
Royaume-Uni*
Russie
Saint-Marin
Serbie
Suède*
Suisse
Turquie
Ukraine

---

\* La loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement interétatique des personnes condamnées, qui transpose la Convention du 21 mars 1983 et son protocole additionnel, reste d'application vis-à-vis des Etats qui ne sont pas membres de l'Union européenne ainsi que vis-à-vis des Etats membres qui n'ont pas encore transposé la décision-cadre 2008/909/JAI. La loi du 15 mai 2012 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux peines ou mesures privatives de liberté prononcées dans un Etat membre de l'Union européenne s'applique en principe à tous les jugements prononcés au sein de l'Union européenne. Elle n'est toutefois applicable que vis-à-vis des autres Etats membres de l'Union européenne qui ont également transposé la décision-cadre de l'UE dans leur droit interne (cf annexe II). Les Pays-Bas et la Pologne ont décidé de faire une déclaration qui leur permet de limiter l'application de la présente loi aux jugements définitifs prononcés à partir du 5 décembre 2011.

### **Accords bilatéraux**

- Maroc (transfèrement volontaire): Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et le transfèrement des personnes condamnées, signée à Bruxelles le 7 juillet 1997
- Maroc (transfèrement forcé): Protocole additionnel du 19 mars 2007 à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et le transfèrement des personnes condamnées, signée à Bruxelles le 7 juillet 1997
- Hong Kong (transfèrement volontaire) : Loi du 12 février 2009 portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine sur le transfèrement des personnes condamnées, signé à Bruxelles le 8 novembre 2006
- Thaïlande (transfèrement volontaire) : Convention du 12 novembre 2005 entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Thaïlande sur le transfèrement des personnes condamnées et sur la coopération dans l'application des peines

### **Circulaires**

- Circulaire ministérielle du 14 novembre 2001 relative au transfèrement interétatique de personnes condamnées de la Belgique vers l'étranger ;
- Circulaire ministérielle du 12 septembre 2005 concernant la coopération internationale en matière pénale (uniquement pour la partie qui concerne l'exécution des peines ou mesures privatives de liberté) ;
- Circulaire du Ministre de la justice et du Collège des Procureurs Généraux près les Cour d'appel du 11 mai 2010 sur le transfèrement international de personnes condamnées vers la Belgique.